



COMMENT ACCROÎTRE L'IMPACT SUR LES PAUVRES EN MILIEU RURAL

UNE STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT RURAL RENOUVELÉE

RÉSUMÉ (Traduit de l'anglais)



La pauvreté extrême, ce sont des conditions de vie rendues si difficiles par la maladie, l'illettrisme, la malnutrition et la saleté, que ses victimes n'ont pas accès aux besoins humains fondamentaux... des conditions de vie si limitées qu'elles empêchent la réalisation du potentiel avec lequel chacun est né... c'est dans les campagnes que le problème est le plus grave...

ROBERT S. McNAMARA

Président du Groupe de la Banque mondiale

Réunions annuelles, Nairobi, 4 septembre 1973

Quatre-vingts pour cent de la population mondiale disposent de vingt pour cent des revenus de la planète... Quelque 800 millions de personnes... se couchent chaque soir la faim au ventre, majoritairement en milieu rural. Soixante-dix pour cent des pauvres du globe vivent en zone rurale... Pourquoi donc, cette année, la part des prêts de la Banque mondiale destinés aux zones rurales et à l'agriculture est-elle quasiment la plus faible de tous les temps ?

JAMES D. WOLFENSOHN

Président du Groupe de la Banque mondiale

Consultations régionales pour une stratégie

de développement rural, 2001



Plus de cinquante ans d'efforts constants déployés par la Banque mondiale et d'autres institutions n'ont rien changé à l'amère réalité de la pauvreté rurale, et le fossé s'accroît entre riches et pauvres. Les plus pauvres du monde vivent toujours majoritairement en zone rurale et il continuera d'en être ainsi dans un avenir prévisible. Le jour où les objectifs de développement international seront remplis est encore bien loin dans de nombreuses régions du monde.

De plus, avec la mondialisation, le « problème de la pauvreté est de plus en plus grave et de plus en plus complexe », selon James D. Wolfensohn, Président de la Banque mondiale. « Les pays les moins avancés n'ont pas bénéficié des nombreux avantages résultant de l'interconnexion et de l'interdépendance croissantes de l'économie mondiale, et ils ont payé au prix fort les effets de l'instabilité financière, des maladies contagieuses et de la dégradation de l'environnement ».



Opérations récentes de la Banque Mondiale en milieu rural

L'investissement en milieu rural est sous-représenté dans les prêts de la Banque mondiale. Les prêts de la Banque mondiale en milieu rural se sont élevés à 15 milliards de dollars US pour les exercices 1999–2001, soit environ 5 milliards de dollars US par an. Cela représente 25 pour cent du montant total des prêts de la Banque, alors même que la pauvreté est plus grande en milieu rural. La situation n'a pas changé en 2002. Elle est particulièrement grave pour les prêts agricoles qui ont marqué un net déclin ces 20 dernières années, tant en termes absolus qu'en proportion du total des prêts de la Banque. Sur les 5 milliards de dollars US prêtés en 2002 en zone rurale, l'investissement total dans le secteur agricole (y compris l'industrie et les marchés agricoles) a été de 1,5 milliard de dollars US, soit tout juste 7,9 % du montant total des prêts de la Banque, contre 30 pour cent au début des années 80.

a. L'expression « milieu rural » au sens de la présente publication comprend les petites villes et les villes de taille moyenne, selon les définitions nationales. L'investissement en milieu rural concerne l'investissement dans tous les secteurs (agriculture, gestion des ressources naturelles, transport rural, eau et assainissement, télécommunications, éducation, santé et autres services sociaux).

De la vision à l'action : une stratégie redynamisée

De la théorie à l'action : la précédente stratégie de développement rural lancée en 1997 par la Banque mondiale a eu une influence décisive sur la façon de penser dans le monde, mais des résultats décevants sur le terrain. En 2001, les prêts destinés à des projets agricoles ont été les plus faibles de l'histoire de la Banque mondiale (encadré 1).

La nouvelle stratégie cherche avant tout à obtenir des résultats concrets. *Mieux aider les pauvres en milieu rural* insiste sur la pratique, la mise en œuvre, le suivi et la prise de responsabilités des acteurs que cette stratégie cherche à aider. Elle tient compte de l'évolution intervenue au niveau :

- **de l'environnement mondial** : les changements résultant de la mondialisation et la persistance de la distorsion des échanges commerciaux.
- **des pays bénéficiaires** : problèmes posés par l'interruption avant leur terme des réformes, la décentralisation, le développement des institutions, une mauvaise gestion des affaires publiques, le renforcement du rôle du secteur privé et de la société civile, et la multiplication des conflits nationaux et régionaux.
- **de la Banque mondiale** : appliquer les leçons tirées des quatre à cinq dernières années lors de la mise en œuvre de la stratégie *De la vision à l'action*

Les travaux sur « *Reaching the Rural Poor* » ont débuté au milieu de l'année 2000. Cette nouvelle stratégie était destinée à tenir compte des situations locales et des besoins des populations les plus concernées par sa mise en œuvre (encadré 2) ; elle a commencé par

l'élaboration de plans d'action régionaux et par de larges consultations au niveau régional. Des stratégies élaborées régionalement sont devenues le cadre de la nouvelle stratégie globale de la Banque. Ce processus a été suivi d'un dialogue intensif avec les personnes et avec les organisations locales, nationales et internationales.

« *Reaching the Rural Poor* » reflète et renforce la volonté de la Banque de mettre en œuvre les Objectifs de Développement des Nations Unies pour le nouveau Millénaire (www.developmentgoals.org), qui ne pourront être atteints que par une augmentation des revenus ruraux et un accroissement des possibilités pour les habitants en milieu rural. La stratégie accorde une place importante à l'élaboration, à la mise en place et au soutien de mécanismes et de processus appropriés de mise en œuvre et de suivi aux niveaux national, régional et international.

Caractéristiques fondamentales de la stratégie « *Reaching the Rural Poor* »

« *Reaching the Rural Poor* » redynamisera les activités de la Banque mondiale en zone rurale en adaptant le cadre stratégique et en élaborant un programme de mesures concrètes et réalisables. Cette stratégie incite à mettre en valeur les efforts de développement rural et à intensifier l'action de la Banque mondiale pour atteindre les pauvres en milieu rural. Elle :

- met l'accent sur les pauvres en milieu rural
- favorise une croissance économique à large base
- concerne les zones rurales dans leur ensemble
- instaure des alliances entre tous les acteurs
- traite l'incidence de l'évolution de la situation mondiale sur les pays bénéficiaires

« *Reaching the Rural Poor* » : le processus consultatif

2

Plus de 2000 personnes (responsables gouvernementaux, société civile, ONG, universitaires, secteur privé et organismes donateurs) ont été associées aux consultations sur la stratégie de développement rural. Les consultations se sont déroulées en quatre grandes étapes :

- consultations sur les stratégies régionales et le cadre initial de la stratégie globale de la Banque. Onze consultations régionales se sont tenues au début de 2001 (Népal, Philippines, Chine, Liban, France, Kenya, Sénégal, Russie, Panama, Belgique et Japon)
- consultations et séminaires sur la stratégie globale de la Banque et sur sa mise en œuvre. En 2002, une série de consultations et de séminaires sur la mise en œuvre ont été organisés dans des pays tels que le Viêt Nam, le Nigeria et l'Éthiopie, ainsi que dans les banques régionales de développement
- des exposés, des séminaires et des discussions en groupes lors des grandes réunions internationales où participaient en nombre différents acteurs. Il s'agit notamment de la Conférence 2020 de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires en 2001 et, en 2002, de la Réunion du Conseil de l'OAA, de la Conférence des Nations Unies sur le financement du développement, de la Commission préparatoire des Nations Unies pour le Sommet mondial sur le développement durable, de la Conférence européenne sur le développement durable, du 35^{ème} Congrès mondial des exploitants agricoles, du Sommet alimentaire mondial – Cinq ans après, et du Forum européen sur le développement rural.
- la mise en ligne de la stratégie rurale et des consultations sur Internet concernant le projet final de stratégie. Un site Internet a été créé au début du processus d'élaboration de la stratégie, les projets et documents connexes y étant présentés pour commentaires. De nombreux commentaires ont été reçus d'universitaires, de groupes de la société civile, de donateurs, de gouvernements, d'ONG et de personnes privées.

Mettre l'accent sur les pauvres en milieu rural

Qui sont les pauvres en milieu rural ? Où habitent-ils ? Quels problèmes la pauvreté pose-t-elle là où ils se trouvent ? Il est essentiel de répondre à ces questions pour assurer l'efficacité d'une stratégie de développement rural.

Les pauvres en milieu rural sont notamment les sans-terre, les personnes et les ménages ayant peu de biens, les petits propriétaires, les éleveurs, les femmes rurales (en particulier les femmes chefs de famille), les minorités ethniques et les populations indigènes. Les pauvres en milieu rural ne constituent pas un groupe homogène. Il est essentiel de comprendre les besoins de ces différents groupes pour assurer le succès de la nouvelle stratégie de la Banque.

Favoriser une croissance économique à large base

« Reaching the Rural Poor » fait de la croissance économique à large base son objectif prioritaire. La pauvreté rurale est aussi diverse que le sont les pauvres en milieu rural dans leurs stratégies de subsistance, mais dans la majorité des pays en développement très pauvres, l'agriculture demeure la source principale de croissance économique en milieu rural. C'est pourquoi l'amélioration de la productivité et de la croissance agricoles est au cœur de la stratégie de lutte contre la pauvreté adoptée par la Banque mondiale. Parallèlement, la Banque mondiale reconnaît l'importance des activités économiques non agricoles pour le développement rural ; la promotion de ces activités est donc une autre caractéristique essentielle de la stratégie.

Toucher les zones rurales dans leur ensemble

Pour lutter contre la pauvreté rurale, la Banque mondiale doit travailler avec les pays bénéficiaires afin de toucher les zones rurales dans leur ensemble, à savoir toute la société rurale et tous les aspects économiques, sociaux et environnementaux du développement rural. Les approches adoptées par le passé ont bien identifié la plupart des pièces du puzzle, sans réussir à les assembler de manière à atteindre les objectifs. Le développement rural durable exige des approches pluridisciplinaires et pluralistes de la lutte contre la pauvreté, de l'égalité sociale, de l'égalité entre hommes et femmes, du développement économique local, de la gestion des ressources naturelles et de la bonne gestion des affaires publiques. La Banque mondiale a renoncé aux approches sectorielles à court terme au profit d'approches transversales cohérentes destinées à lutter durablement contre la pauvreté en milieu rural.

Si les pauvres ont beaucoup en commun quel que soit leur lieu d'habitation, les zones rurales sont très différentes des zones urbaines. C'est pourquoi les approches visant à traiter les besoins des pauvres en milieu rural ou urbain doivent être adaptées à chaque groupe spécifique. Cependant, la stratégie rurale de la Banque mondiale reconnaît que les zones rurales et urbaines sont intrinsèquement liées dans le cadre du processus de développement et que la stratégie doit prendre en compte la diversité des interactions entre économies urbaines et rurales pour la définition des futures actions de développement. Au fur et à mesure que les pays se développent, ils connaissent tous une transition d'une économie à prédominance rurale vers une économie plus urbanisée. Les zones urbaines et les zones rurales se prolongent mutuellement, tout en restant très hétérogènes.

Instaurer des alliances entre tous les acteurs

Pour élargir la participation des acteurs à la conception et à la mise en œuvre des projets et des programmes, la Banque mondiale travaille avec les bénéficiaires à surmonter les lacunes des approches antérieures, trop parcellaires. La Banque mondiale travaillera avec d'autres acteurs (États, agences de développement, société civile, secteur privé, universités) dans le cadre d'une « coalition » mondiale élargie, pour faire de la lutte contre la pauvreté en milieu rural un objectif majeur des dix années à venir: Le renforcement des partenariats et d'autres relations permettra à la communauté du développement de mieux agir en faveur du développement en milieu rural et d'échanger les expériences, les bonnes pratiques et les innovations.

Se préoccuper de l'impact des évolutions mondiales sur les pays bénéficiaires

La mondialisation a raccourci les distances et fait baisser les coûts de transactions, entraînant une interdépendance croissante des économies, des marchés et des habitants de la planète. La mondialisation, c'est notamment une ouverture plus grande du commerce international des biens et des services, la croissance des sociétés multinationales, des normes du travail et environnementales plus uniformes, et des sources d'approvisionnement de plus en plus internationales. Ce

nouveau marché des biens, des services et de l'information offre de nouvelles possibilités de développement rural et de réduction de la pauvreté. Cependant, la mondialisation et la libéralisation économique font également naître de nouveaux risques, et il y a alors des gagnants comme des perdants. Trouver des moyens de tirer parti des possibilités de croissance, tout en gérant les risques et en indemnisant les perdants, tel est le grand défi que doivent relever les décideurs partout dans le monde. « *Reaching the Rural Poor* » traduit la volonté croissante de la Banque mondiale d'aider les pays à relever ces défis, à traiter les questions mondiales telles que les politiques commerciales internationales, les subventions à l'agriculture et le changement climatique mondial.





Les objectifs stratégiques de « Reaching the Rural Poor »

Pour lutter contre la pauvreté rurale et permettre le développement rural en général, la Banque mondiale s'efforce d'aider les pays bénéficiaires à accélérer la croissance économique pour que les pauvres puissent en bénéficier. La stratégie est donc axée sur les points suivants :

- favoriser la création d'un environnement propice à une croissance rurale durable à large base
- accroître la productivité et la compétitivité agricoles
- encourager la croissance économique non agricole
- améliorer le bien-être social, gérer et limiter les risques et réduire la vulnérabilité
- renforcer la durabilité de la gestion des ressources naturelles

Favoriser la création d'un environnement propice à une croissance rurale durable à large base

Un environnement macro-économique approprié et un cadre institutionnel favorables sont déterminants pour la croissance et la lutte contre la pauvreté, ainsi que pour le succès des actions soutenues par la Banque mondiale en milieu rural.

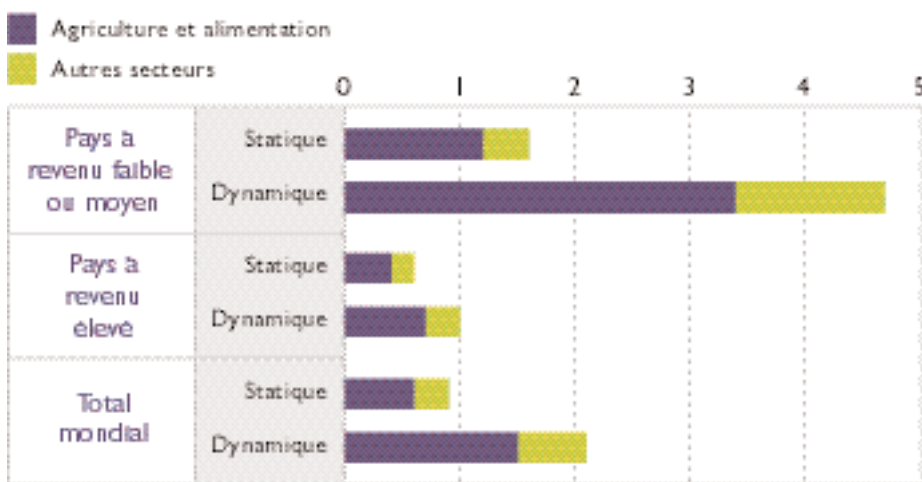
Réforme des politiques commerciales internationales. Nombreux sont les pauvres qui vivent directement ou indirectement de l'agriculture : il est donc primordial pour les pays en développement que l'agriculture soit totalement intégrée dans les règles commerciales multilatérales. Si la croissance des échanges agricoles reste limitée et si les pays en développement ne parviennent pas à augmenter leur part dans ces échanges, c'est essentiellement en raison du niveau élevé de protection dont bénéficient les vastes marchés du monde industrialisé. De fortes subventions et d'autres formes de protectionnisme commercial empêchent les pays en développement de venir concurrencer sur les marchés mondiaux les agriculteurs des pays industrialisés. Cela favorise également les excédents, vendus sur les marchés mondiaux, entraînant une chute dramatique des prix mondiaux et réduisant la contribution potentielle que l'agriculture pourrait apporter à la prospérité mondiale.

Il est estimé que les pays en développement pourraient potentiellement retirer de la réforme du commerce agricole mondial des avantages économiques chiffrés à 140 milliards de dollars par an. Pour ces pays, la libéralisation du commerce agricole par les pays industrialisés équivaudrait à elle seule à plus de 50 pour cent de l'aide publique au développement fournie en 2001 aux pays en développement par les pays industrialisés (figure 1). Ces pays sont le marché potentiel le plus vaste pour les produits agricoles des pays en développement. Les pays en développement pourraient tirer du commerce des produits agricoles une augmentation significative de leurs revenus ; il est donc essentiel que les pays industrialisés libéralisent leurs marchés agricoles en éliminant les barrières douanières qui entravent la liberté d'accès des produits des pays en développement au marché, tout en supprimant progressivement les subventions.

La Banque mondiale continuera d'aider les pays bénéficiaires à améliorer leurs politiques commerciales en recourant au système des règles commerciales multilatérales pour développer leurs échanges de manière à accroître leurs perspectives de développement. La Banque mondiale peut conjuguer l'analyse des politiques commerciales et une expertise importante permettant d'obtenir une vue d'ensemble de la manière dont la libéralisation des échanges agricoles, la mondialisation et l'intégration des marchés peuvent stimuler la croissance et le développement rural. Cette compétence peut servir à mettre en place de meilleures politiques agricoles et commerciales grâce à :

- une promotion accrue de la libéralisation du commerce dans les pays industrialisés et en développement
- l'intégration de la libéralisation du commerce agricole et du développement des capacités commerciales dans les actions de la Banque Mondiale
- la facilitation du renforcement des capacités grâce à une assistance technique et à une formation en matière commerciale
- une assistance accrue dans le domaine des normes et règlements sanitaires et phytosanitaires

Figure 1 : Gains potentiels d'une libéralisation multilatérale totale du commerce (en pourcentage des revenus)



Note : Les gains statiques sont les résultats à productivité constante. Les gains dynamiques tiennent compte de l'évolution de la productivité en fonction de ratios sectoriels export/production.

Source : Banque mondiale, 2001

- un travail analytique effectué au niveau mondial et au niveau des pays pour identifier les points-clés d'une future réforme des politiques.

Des politiques environnementales solides dans les pays en développement. Les pays en développement doivent eux aussi œuvrer pour tirer parti à long terme de la libéralisation des échanges.

Leurs politiques nationales doivent permettre aux producteurs de s'adapter aux évolutions internes et externes. La Banque mondiale continuera d'aider les pays bénéficiaires dans leurs efforts d'amélioration de leurs politiques environnementales pour le développement rural et, par conséquent, leurs perspectives de développement (encadré 3). L'importance de la réforme des échanges et des subventions agricoles dans les pays industrialisés aura une incidence sur la nature et l'ampleur des réformes. Les mesures adoptées par la Banque mondiale porteront principalement sur les axes suivants :

3

Bulgarie : Prêts d'ajustement I et II pour le secteur agricole

La Bulgarie a élu en 1997 un nouveau gouvernement très attaché à la réforme du marché. Le gouvernement a supprimé les interdictions d'exportation et les contrôles sur les marges bénéficiaires de l'agriculture et des produits agricoles, supprimé la plupart des quotas d'importation et des droits de douanes sur les céréales, et libéralisé les marchés. Le programme d'ajustement bulgare a reçu le plein soutien du gouvernement et du Parlement élus.

La Banque mondiale a fourni des prêts d'ajustement sectoriel, destinés à promouvoir l'efficacité du secteur agricole, à créer des emplois ruraux, à augmenter le niveau de vie et à élargir le choix du consommateur :

- en favorisant l'instauration d'un marché foncier, y compris par la restitution de 80 pour cent des zones agraires désignées et par l'adoption de plusieurs mesures administratives facilitant les transactions foncières
- en développant un marché privé des céréales par la privatisation de l'agence de commercialisation des céréales et la limitation au niveau convenu des réserves d'État en céréales
- en privatisant les entreprises agricoles d'État, y compris un certain nombre de moulins, et des industries de commercialisation de semences et alimentaires
- en privatisant les systèmes d'irrigation par la décentralisation et le transfert de la gestion de l'exploitation et de la maintenance à des associations d'utilisateurs de l'eau sur au moins 100 000 hectares
- en améliorant le financement de l'agriculture en fonction de critères définis
- en libéralisant le commerce de la plupart des produits agricoles
- en améliorant la législation forestière et augmentant la participation des communautés locales à la gestion des forêts.

- l'amélioration du cadre macro-économique de la croissance agricole et rurale en remédiant aux lacunes qui subsistent dans l'environnement macro-économique
- l'adoption de principes de fiscalité non discriminatoire et de crédibilité de la réforme, dans la théorie comme dans la pratique
- la mise en place d'un environnement propice aux échanges agricoles et à l'accès au marché en réduisant les barrières commerciales et les obstacles à l'exportation afin de promouvoir les échanges agricoles, en élargissant l'accès aux marchés étrangers, en réduisant les protections dont bénéficient les produits non agricoles et en élaborant des politiques destinées à réduire au maximum les effets sur les agriculteurs de la chute des prix des matières premières dans le monde.
- l'élaboration de politiques alimentaires et agricoles bien conçues, le soutien au développement de marchés efficaces pour les intrants et les produits agricoles, ainsi que pour les services, en éliminant les obstacles au fonctionnement efficace du marché.
- élaborer des filets de protection sociale bien ciblés visant directement les pauvres, et en particulier les habitants des zones rurales

- contribuer à la mise en place de cadres législatifs et réglementaires complémentaires propres à l'entreprise privée
- améliorer le fonctionnement des marchés fonciers et la gestion des terres, promouvoir les réformes foncières dans les pays où la répartition des terres est inégales, et promouvoir l'égalité d'accès à la propriété foncière, en particulier au profit des femmes.

Bonne gouvernances et institutions. La bonne gouvernances est indispensable au développement rural dans de bonnes conditions ; une mauvaise gouvernance est un obstacle au développement. Des structures institutionnelles excessivement centralisées, qui sont caractéristiques d'un grand nombre de systèmes administratifs, portent atteinte à l'efficacité des investissements et des politiques de développement. C'est pourquoi la Banque mondiale, se fondant sur son expérience pratique, a placé la réforme des institutions au cœur de sa nouvelle stratégie.

Lors du processus de décentralisation, les collectivités locales doivent recevoir des recettes fiscales en quantité suffisante pour assumer leurs nouvelles responsabilités. La décentralisation politique est également nécessaire car elle favorise la responsabilité et la réforme de la gestion des affaires publiques au niveau local. Cela est particulièrement important pour les zones rurales parce que les habitants ne font entendre leur voix politique que faiblement au niveau national.

La Banque mondiale encouragera les États à concentrer leurs efforts sur les points suivants : mettre à disposition des biens publics, mettre en place des systèmes juridiques, administratifs et réglementaires qui remédient aux défaillances des marchés, faciliter le fonctionnement efficace du secteur privé et protéger les intérêts des personnes défavorisées. La décentralisation offrent de nombreuses possibilités d'amélioration du rôle concret du secteur public. La poursuite de la décentralisation dans les zones rurales est un élément fondamental du programme défini dans la stratégie. Pour promouvoir le développement d'institutions efficaces pour le développement rural, la Banque mondiale appuiera :

- le renforcement des capacités administratives locales
- le transfert de responsabilités afin que les services administratifs soient plus proches des utilisateurs



Lettonie : Projet de développement agricole et Projet de développement rural

L'économie rurale privée émergente de la Lettonie a bénéficié d'un soutien du Projet de développement agricole et du Projet de développement rural.

Accorder des prêts aux petits agriculteurs privés n'intéressait aucune banque commerciale en Lettonie lorsque le Projet de développement agricole a été lancé durant l'année budgétaire 1994. La Société financière agricole a été créée avec un bataillon de conseillers en crédit mobiles qui apportaient les services financiers aux agriculteurs sans attendre que ceux-ci viennent les rencontrer en un lieu souvent éloigné. L'idée « d'amener la banque aux clients » a réglé les problèmes de transport des agriculteurs. En quatre ans, avec un effectif de seulement 42 personnes, la Société financière agricole a accordé 2860 prêts secondaires pour un montant total de 43 millions de dollars US, avec un taux de remboursement de l'ordre de 93%. Les prêts étaient proposés en monnaie locale (lati) ou en dollars US, et au taux d'intérêt en vigueur sur le marché. La Société financière agricole, qui a depuis fusionné avec une banque commerciale lettone, continue d'offrir ses services à la population rurale.

Le Projet de développement rural apporte son soutien à des entrepreneurs ruraux très divers. Approuvé durant l'année budgétaire 1998, le projet avait pour objectif d'aider le Gouvernement à renforcer sa capacité en matière de politique rurale dans la perspective de l'adhésion à l'Union européenne. L'une des innovations du Projet de développement rural était la « ligne de crédit spéciale » avec bonification du Gouvernement par le biais d'une subvention pour les petits agriculteurs et entrepreneurs ruraux qui empruntaient pour la première fois. Chaque primo-emprunteur recevait une faible part de l'emprunt à titre de bonification à l'issue du remboursement total de ses prêts. Quelques 1300 petits prêts ont été contractés, pour un montant individuel maximal de 4000 dollars US. La plupart de ces prêts sont allés à des entrepreneurs ruraux non agricoles (services touristiques, coiffeurs, couturiers, médecins et autres fournisseurs de services), et seulement 20 pour cent à des agriculteurs. Le taux de remboursement est exceptionnel : environ 98 %. Le Projet de développement rural a également introduit des approches participatives du développement rural en créant des groupes d'action locale. Deux chefs de groupe ont d'ailleurs reçu un prix d'excellence des Nations Unies pour un développement s'appuyant sur les communautés locales

- le renforcement de la responsabilité des administrations publiques à tous les niveaux
- des approches participatives, avec le développement de l'espace politique et de la participation des femmes dans les instances de décision
- des économies d'échelle dans les fonctions de l'État
- une participation appropriée du secteur privé à la fourniture de services publics, avec responsabilité devant le public.

Services financiers en milieu rural. Pour parvenir à une croissance économique à large base et pour réduire la vulnérabilité, les personnes et les entreprises en zone rurale doivent avoir accès aux services financiers. Nombre de pays en développement ne disposent pas de véritables institutions financières assurant ces services. L'expérience a montré que les crédits à l'agriculture suivant une logique unique d'offre ne sont pas viables et ne portent pas leurs fruits ; la Banque mondiale ne les soutient plus alors même que de nombreux pays continuent d'y avoir recours.

Pour garantir des approches nouvelles et innovantes, la Banque mondiale renforcera son soutien à l'élaboration de produits financiers et à la création d'institutions qui répondent aux besoins spécifiques des clients pauvres en milieu rural. Cela comprend notamment des instruments financiers qui sont sources de revenus, qui réduisent le risque financier et prennent en compte la multiplicité des mécanismes potentiels de mise à disposition, des fournisseurs et des utilisateurs des services financiers ruraux (encadré 4). À cette fin, la Banque mondiale :

- continuera d'élargir son éventail d'instruments financiers en milieu rural en s'assurant de leur efficacité, des possibilités de leur transposition et de leur viabilité
- continuera à soutenir la fourniture de crédits aux entreprises agricoles et aux entreprises non agricoles en milieu rural lorsque les

défaillances du marché empêchent les flux de liquidités, tout en appliquant des approches bien conçues de développement des marchés et en respectant la discipline de l'intermédiation financière

- travaillera à combler les lacunes en matière de connaissances des liens entre services financiers et pauvreté.

Accroître la productivité et la compétitivité agricoles

Compte tenu du nombre important de pauvres en milieu rural et des mutations qu'a connues le secteur agricole (renforcées par la dégradation des ressources naturelles), l'agriculture n'a jamais été aussi importante qu'aujourd'hui pour les objectifs de la Banque mondiale. L'expérience internationale a mis en évidence la relation directe entre la croissance agricole et la lutte contre la pauvreté rurale (encadré 5). Le développement agricole entraîne également la croissance économique dans d'autres secteurs ruraux en générant une demande de moyens de production et en fournissant des matières pour les industries de transformation et de commercialisation. C'est pourquoi les activités de la Banque mondiale se concentreront à l'avenir sur les points suivants :

- mettre en place des mesures et un environnement institutionnel favorables à la croissance agricole
- soutenir une intensification viable de la production par l'utilisation des nouvelles technologies
- améliorer la qualité de l'alimentation produite
- encourager, en partie par des services de développement orientés par la demande, une utilisation plus efficace des moyens de production agricoles et une réduction des pertes post-récoltes
- accroître la productivité de l'utilisation de l'eau
- soutenir la diversification agricole, en particulier en faveur de produits à forte valeur ajoutée



Lien entre croissance de l'agriculture et lutte contre la pauvreté

5

- Une augmentation de 1 pour cent du PIB agricole par habitant a entraîné une hausse de 1,6 pour cent des revenus par habitant des 20 % les plus pauvres de la population dans 35 pays analysés.
- Une augmentation de 10 pour cent du rendement des récoltes a entraîné une réduction de 6 à 10 pour cent du nombre de personnes vivant avec moins de 1 dollar US par jour. En Afrique, une augmentation de 10 pour cent du rendement des récoltes a entraîné une diminution de 9 pour cent de la même catégorie de personnes.
- Le prix du blé aurait augmenté de 34 pour cent et celui du riz de 41 pour cent supplémentaires entre 1970 et 1995 en l'absence de recherche agricole internationale.
- Le revenu moyen réel des petits agriculteurs dans le sud de l'Inde a augmenté de 90 pour cent et celui des journaliers sans terre de 125 pour cent entre 1973 et 1984 grâce à la « révolution verte ».

Sources : a. C.P. Timmer, 1997. *How Well Do the Poor Connect to the Growth Process*, Consulting Assistance on Economic Reform Discussion Paper 178 (Cambridge, Mass.: Harvard Institute for International Development); b. Irz, L. Lin, C. Thirtle, and S. Wiggins, "Agricultural Growth and Poverty Alleviation," *Development Policy Review* 19(4): (2001); c. P. Hazell and C. Ramasamy, 1991. *The Green Revolution Reconsidered: The Impact of High-Yielding Rice Varieties in South India* (Baltimore, Md.: Johns Hopkins University Press).



- renforcer les liens entre agriculteurs et marchés
- améliorer la sécurité sanitaire des aliments et la compétitivité par un contrôle de qualité et une gestion de la chaîne d'approvisionnement
- appliquer des stratégies différenciées pour tenir compte de la diversité des exploitations agricoles
- soutenir le développement d'infrastructures matérielles et de services.

Un programme recentré sur l'agriculture

Le nouveau programme prévu par cette stratégie développe et recentre le programme existant de la Banque mondiale en faveur de l'agriculture en s'appuyant sur plusieurs caractéristiques nouvelles, passant :

- d'un contexte purement agricole à un cadre d'action plus large tenant compte des facteurs mondiaux
 - d'un accent mis sur les rendements des cultures et de l'élevage à l'intérêt porté sur la demande des marchés et les revenus
 - des produits de première nécessité à des cultures à forte valeur ajoutée
 - d'une production primaire à l'ensemble de la chaîne alimentaire
 - d'une approche centrée sur un seul type d'exploitation à l'hétérogénéité
 - de partenariats publics à des partenariats public-privé, en s'appuyant également sur les communautés locales
- d'un contournement des problèmes à une approche franche (biotechnologie, forêts, eau).

Politiques et institutions. « *Reaching the Rural Poor* » considère l'agriculture comme le principal secteur productif de l'économie rurale, étroitement lié aux activités non agricoles. La stratégie reconnaît que la production de produits alimentaires de première nécessité est la principale source de revenus pour de nombreux ménages pauvres en milieu rural, mais que pour sortir de la pauvreté, ils doivent se diversifier vers l'élevage, les cultures à plus forte valeur ajoutée et les activités non agricoles. L'expérience de la Banque mondiale a montré que les investissements agricoles sont plus efficaces s'ils s'inscrivent dans un cadre politique et institutionnel adapté, permettant le développement d'infrastructures et d'un marché appropriés. Les activités qui, à l'avenir, seront soutenues par la Banque mondiale, intégreront dès le stade de leur conception, les aspects positifs des expériences passées (encadré 6).

Sciences agronomiques et nouvelles technologies. Au-delà de ce qui précède, la Banque mondiale insistera sur l'intensification viable de l'agriculture par l'utilisation de la science. La majorité des zones à fort potentiel agricole ayant atteint les limites des ressources exploitables en terres et en eau, l'augmentation future de la productivité dépend en grande partie de l'apport de connaissances. Les investissements privés et publics dans les sciences et les technologies bénéficieront d'un soutien permanent de la Banque mondiale. La Banque veillera également à ce que le dialogue mondial sur les mesures à prendre permette un accès équitable aux nouvelles technologies et elle continuera de jouer un rôle déterminant dans le financement du système géré par le Groupe consultatif sur la recherche agricole internationale (CGIAR), qui est un fournisseur important de biens publics mondiaux dans l'agriculture. La Banque mondiale reste désireuse d'aider les pays en développement à évaluer, à étudier et à utiliser en toute sécurité les biotechnologies et d'autres technologies nouvelles, ainsi qu'à promouvoir la lutte intégrée contre les ravages (encadré 7).

Services de vulgarisation agricole. Les services de vulgarisation agricole sont essentiels pour permettre aux agriculteurs d'accéder aux nouvelles technologies et peuvent également jouer un rôle majeur dans la fourniture d'informations sur le développement rural, le développement des entreprises et la commercialisation. Dans les pays les plus pauvres, l'État devra participer au financement de cette vulgarisation. Ailleurs, le secteur privé, les organisations non gouvernementales et les universités peuvent proposer des services de vulgarisation concurrents, soumis à un contrôle périodique des institutions locales.

Productivité de l'eau. L'eau devient un bien rare et précieux et l'agriculture en est une grande utilisatrice. Il est donc essentiel d'améliorer l'efficacité de l'eau en agriculture (« *more crop per drop* »). Les priorités futures en matière d'investissements dans le domaine de l'utilisation de l'eau à des fins agricoles s'attacheront à améliorer la productivité des systèmes existants, la gestion de l'irrigation étant souvent médiocre et le potentiel de construction de nouveaux systèmes d'irrigation limité. Une telle approche nécessitera de garantir l'intégrité des infrastructures, par exemple de réparer les fuites dans les canaux d'irrigation, d'aborder le problème des répercussions néfastes sur l'environnement, de fournir une irrigation à la demande afin d'accroître les moyens de subsistance des producteurs pauvres et d'améliorer la gestion et la rentabilité. Le développement et l'amélioration de l'irriga-

Facteurs sous-jacents au succès du développement agricole

6

- Les politiques appliquées ne doivent pas être discriminatoires à l'égard de l'agriculture, ni lui accorder des privilèges spéciaux. Cela signifie par exemple que l'agriculture doit être imposée faiblement en utilisant la même progressivité et les mêmes instruments que pour d'autres secteurs.
- L'économie doit être ouverte, favoriser la création d'emplois et donner toute leur place aux petits propriétaires.
- L'importance des marchés extérieurs, y compris les marchés spécialisés et les niches, doit être pleinement reconnue et prise en compte.
- L'investissement étranger direct doit être reconnu comme faisant partie intégrante du processus de développement agricole.
- Une réforme foncière est essentielle là où les terres sont réparties inégalement.
- Des progrès technologiques rapides sont nécessaires, et le secteur privé comme le secteur public ont un rôle important à jouer en matière de recherche, de développement et de financement.
- Les zones rurales ont besoin d'un investissement significatif dans l'éducation, la santé et les infrastructures, notamment les routes.
- Les besoins des femmes, groupe négligé d'agriculteurs et de travailleurs agricoles, doivent être pris en compte dans les programmes.



7 Mali : Initiative spéciale de lutte intégrée contre les ravageurs, renforcement des capacités et réforme politique

Le coton est une culture de base à forte valeur ajoutée et une source majeure de recettes d'exportation pour le Mali. Le Mali utilise près de 90 % de ses importations de pesticides pour traiter ses champs de coton. Dans les années 90, en raison d'une résistance aux pesticides et d'un usage malavisé de ces produits, les coûts liés à l'utilisation des pesticides ont régulièrement augmenté alors que le rendement restait stable, voire déclinait. Des preuves de l'apparition de maladies professionnelles et de l'existence de résidus de pesticides dans les produits alimentaires ont été accumulées. Sur la base d'un rapport d'état exhaustif élaboré par un institut de recherche local et d'un atelier entre acteurs concernés, une initiative spéciale de lutte intégrée contre les ravageurs a été élaborée. Cette initiative est axée sur le problème à résoudre, embrassant l'ensemble des composantes du projet.

Parmi les éléments de réforme figurent l'extension de la formation participative des agriculteurs à la lutte intégrée, le développement des contrôles réglementaires, le renforcement des capacités en vue du suivi des répercussions sur l'environnement et la santé et l'ajustement des mesures d'incitation fiscales et économiques (suppression des subventions cachées aux pesticides utilisés pour traiter le coton et les cultures vivrières, fourniture d'un financement durable pour les activités réglementaires et de formation au moyen de la suppression des remises de droits à l'importation sur les pesticides).

tion et du drainage seront examinés dans le cadre des systèmes d'aménagement intégré des bassins versants et de captage de l'eau. Les investissements soutenus par la Banque dans le domaine de l'irrigation seront moins importants que par le passé, mettant l'accent sur l'utilisation de l'eau dans les exploitations, la réhabilitation des systèmes d'irrigation existants et la participation des agriculteurs et d'autres investisseurs privés à la gestion.

Développement et diversification des marchés. Les marchés constituent désormais le moteur de la croissance agricole. Les détaillants alimentaires et les entreprises de transformation de produits alimentaires s'approvisionnent dans le monde entier. Les demandes des consommateurs et la libéralisation des marchés et des échanges créent de nouveaux créneaux et des marchés spécialisés pour les produits agricoles, offrant aux agriculteurs la possibilité de diversifier leurs activités et de produire des marchandises de qualité et à forte valeur tels que des fruits et des légumes frais, du poisson et des fleurs. La Banque s'emploiera par conséquent à renforcer les liens entre les agriculteurs et les marchés au moyen de structures de gestion de la chaîne d'approvisionnement, en améliorant la qualité des produits, en créant des systèmes post-récoltes adéquats et en aidant les bénéficiaires à perfectionner les méthodes de certification des produits et à améliorer la sécurité sanitaire des aliments.

Stratégies définies en fonction du type d'exploitation considéré. Des technologies plus performantes ainsi que l'accès aux moyens de production et aux marchés de produits améliorent la capacité de gain des agriculteurs pauvres. Cependant, cette amélioration intervient de différentes manières selon le type d'exploitation, le système de production et les débouchés commerciaux. Une augmentation future de la pro-

ductivité implique donc d'adapter les technologies aux différentes catégories d'agriculteurs considérées, dans un environnement de production et de marché plus précisément défini. A cette fin, la Banque s'est engagée à recourir à une stratégie différente pour chaque grand type d'exploitation agricole : commerciale, familiale et de subsistance. Les services de vulgarisation et de conseil seront renforcés et étendus pour couvrir la fourniture des services de connaissance et de gestion dont les agriculteurs et les autres ménages ruraux ont besoin. Afin d'établir des liens entre les agriculteurs et les fournisseurs de moyens de production et de technologies, les organisations de producteurs et les groupes formés au sein des communautés locales devraient, pour les plus influents d'entre eux, s'attacher à créer un environnement propice aux investissements privés et fonctionner de manière croissante dans un tel environnement.

Infrastructures matérielles et de services.

Les exploitations agricoles, les ménages et les autres composantes des systèmes ruraux ont besoin d'un minimum de services d'infrastructures rurales pour fonctionner efficacement. Ces services fondamentaux comprennent :

- Un approvisionnement approprié en eau potable. Une eau insalubre contribue largement à l'apparition de diarrhées, cause fréquente de mortalité chez les enfants dans les zones rurales.
- Des infrastructures de santé et d'éducation. Des hôpitaux et des écoles sont nécessaires pour garantir des soins et une éducation de qualité.
- Des infrastructures et des services de transport. En l'absence de routes et de voies de chemin de fer, les agriculteurs ne peuvent convoier leurs produits vers des marchés situés à l'extérieur de leur localité et le commerce ne peut se développer.
- Des systèmes d'information. Aujourd'hui, la commercialisation se fonde sur une information adéquate sur ce que souhaitent les consommateurs, à quel prix, et quelles sont les personnes susceptibles de fournir ces produits.
- Un approvisionnement énergétique approprié et fiable. L'énergie est essentielle pour la quasi-totalité des activités dans les zones rurales.





Pérou : les routes permettent aux populations pauvres rurales d'accéder aux marchés

La construction de nouvelles routes dans la campagne de la Sierra, dans le cadre du projet d'amélioration des routes rurales au Pérou, a rendu le monde extérieur et ses marchés plus accessibles aux 3 millions de pauvres de cette région.

La conception du programme était innovante, largement axée sur la pauvreté et fondée sur la participation des populations locales et la coopération des principales parties prenantes (le ministère des Transports et des Communications, la Banque interaméricaine de développement, la Banque mondiale et plus de 20 organisations non gouvernementales). Un cadre de coopération institutionnelle a été mis en place pour tirer le meilleur parti des principales compétences des différents acteurs.

Le programme a réduit l'enclavement, facilité l'intégration des communautés bénéficiaires, amélioré les perspectives économiques et stimulé l'entrepreneuriat local. Plus de 11 000 km de routes rurales ont été remis en état, 32 300 emplois saisonniers non qualifiés et 4 700 emplois permanents ont été créés dans 410 sociétés locales d'entretien des routes. Ce programme innovant de partenariat a été récompensé par le prix d'excellence du président de la Banque mondiale en 2001.

Des infrastructures adéquates de tout type sont indispensables au développement agricole et rural. La Banque entend donc renforcer le soutien qu'elle apporte aux efforts déployés par ses bénéficiaires pour mettre en place les infrastructures matérielles et sociales fondamentales en vue d'une croissance économique rurale (encadré 8).

Encourager la croissance économique non agricole

Un secteur agricole prospère est essentiel pour réduire la pauvreté dans la majorité des pays en développement. Néanmoins, l'agriculture ne permet pas à elle seule d'atteindre cet objectif. Les communautés rurales ont également besoin d'activités non agricoles génératrices de revenus. Les activités non agricoles, souvent liées aux ressources agricoles et naturelles, ont un effet multiplicateur important (encadré 9). Elles constituent par ailleurs une source d'emploi non négligeable pour les femmes dans les régions rurales. La mise en place d'un soutien efficace à l'économie rurale non agricole constitue donc une composante essentielle de la stratégie rurale de la Banque. La Banque œuvrera avec les bénéficiaires et d'autres acteurs pour tirer parti des opportunités actuelles, en rechercher de nouvelles et s'attacher à la levée des barrières qui empêchent les populations rurales d'accéder à des activités commerciales et des emplois diversifiés. Ses interventions seront axées sur le soutien institutionnel nécessaire à une économie rurale diversifiée à l'échelle nationale, infranationale, communautaire et locale.

Renforcer les capacités humaines et le capital organisationnel. La Banque appuiera le développement futur du marché du travail et des entreprises dans les communautés rurales. Les compétences nécessaires s'étendent de l'instruction élémentaire fonctionnelle à des compétences professionnelles

spécifiques, en passant par des compétences de gestion et d'administration en vue du développement des entreprises, relatives notamment à l'élaboration d'études de marché et à l'identification de débouchés commerciaux. Une attention toute particulière sera portée aux attentes et aux besoins des femmes. Les recherches effectuées révèlent la corrélation entre une croissance des activités non agricoles et la réduction de la pauvreté tant pour les ménages dirigés par une femme que par un homme, cette réduction étant toutefois plus rapide lorsque le chef de famille est une femme. Les associations commerciales, professionnelles et autres associations d'intérêt commun ainsi que les coopératives seront également encouragées.

Promouvoir le développement économique local et les relations intersectorielles.

Consciente que de nombreux ministères et acteurs privés assument une responsabilité sectorielle partagée dans le domaine de l'économie rurale, la Banque appuiera la création de groupes interministériels et d'autres groupes de travail, au niveau national et local, avec une participation des secteurs public et privé. Ces groupes mis en place à l'échelle infranationale et locale devraient se pencher sur la question de la compétitivité locale et de l'environnement favorable au développement des secteurs agricole et non agricole et identifier les barrières existantes (législatives, réglementaires, fiscales, infrastructurelles et financières) puis s'employer à les lever.

Renforcer les liens au sein de la chaîne d'approvisionnement et entre produits.

Les tendances enregistrées sur les marchés de la consommation, les exigences de qualité et la concurrence rendent indispensables une meilleure organisation et coordination des chaînes d'approvisionnement depuis les fournisseurs de moyens de production jusqu'aux détaillants, en passant par les producteurs primaires, les négociants et les transformateurs. La compétitivité se fonde sur une logistique efficace et souple et de faibles coûts de transaction au sein de la chaîne. Le rôle du secteur public est de créer les conditions permettant la mise en place de chaînes d'approvisionnement efficaces dans le secteur privé, de promouvoir les investissements dans les infrastructures matérielles et de soutenir des systèmes efficaces de sous-traitance ainsi que des inspections de qualité au moyen de cadres juridiques et de systèmes d'application appropriés.

Soutenir les petites et moyennes entreprises et les micro-entreprises.

Le développement des petites entreprises rurales nécessite tout d'abord un environnement propice à l'investissement. Un tel environnement est favorisé par l'évaluation

Madagascar : les investissements non agricoles en milieu rural bénéficient aux populations pauvres

9

Aqualma, société de transformation et d'exportation de crevettes située dans une région isolée de l'île, est désormais l'une des plus grandes sociétés privées du pays, ses exportations ayant atteint 26 millions de dollars US en 2000.

Créée en 1992 avec le soutien la Société financière internationale, cette société a eu une influence considérable sur l'économie et les conditions de vie locales. Parmi les 1 200 salariés que comptait Aqualma en 2001, 80 % n'avaient jamais eu d'emploi salarié auparavant.

Les salariés et villageois de la région ont pu accéder aux services d'éducation et de santé dispensés par l'école primaire et l'hôpital créés par Aqualma. Ce projet a permis de nouer de nombreux liens avec de petites entreprises locales pendant les phases de construction et d'exploitation.

Parmi les projets futurs figure notamment celui d'étendre la production à un nouveau site. A cette fin, un plan de développement communautaire et un plan de gestion et de conservation visant à protéger la biodiversité des habitats naturels sont actuellement en cours d'élaboration.

de la situation et le dialogue sur les actions à entreprendre. Dans les régions rurales en particulier, la création de petites et moyennes entreprises (PME) est entravée par un manque de main-d'œuvre qualifiée ainsi que de services financiers, technologiques et autres, tant publics que privés. La Banque soutiendra le développement des PME en soutenant des services commerciaux de développement des entreprises (encadré 10) et, par l'intermédiaire des petites et moyennes entreprises, une fourniture de services efficace, notamment des services d'infrastructures rurales.

Reconnaître et soutenir la mobilité de la main-d'œuvre. Les flux migratoires et la mobilité de la main-d'œuvre constituent des aspects essentiels du développement économique, de la création d'emplois et de la réduction de la pauvreté. La Banque soutiendra donc les politiques qui renforcent la mobilité en diffusant des informations, par exemple, sur la législation du travail, les moyens de communication, l'amélioration des compétences ainsi que la protection sociale et les droits à prestation. L'accent sera notamment mis sur les politiques limitant le potentiel de tensions sociales et d'atteintes à l'environnement.

10 Kenya : des entrepreneurs créent un marché de services aux entreprises

Le projet kenyan de formation et de technologie pour les petites et les micro-entreprises, projet innovant de la Banque mondiale à composante rurale, a eu recours, depuis 1998, à un système de bons d'échange permettant aux petits entrepreneurs ruraux, au niveau local, d'acquérir des formations qualifiantes et de gestion. Ce projet de bons d'échange, en tant qu'instrument agissant du côté de la demande, se démarque de l'ancienne approche qui consistait à soutenir les institutions de formation publique. Aujourd'hui, différents fournisseurs proposent des offres de prestations globales à leurs clients entrepreneurs ruraux. Les ouvriers qualifiés sont apparus comme étant les principaux fournisseurs de services de formation. Des agences privées locales gèrent la distribution des bons d'échange.

Plus de 25 000 bons d'échange ont été attribués, dont 60 % à des femmes entrepreneurs. Le niveau d'emploi et de revenu des bénéficiaires des formations a enregistré une hausse de 50 %. Ce projet subventionne près de 90 % du coût de chaque bon mais le pourcentage de partage des coûts augmente au deuxième et au troisième bons. Aujourd'hui, les entrepreneurs ruraux achètent fréquemment des formations, sans utiliser de bons d'échange, auprès de fournisseurs qui ont démontré la valeur de leurs services.

Améliorer le bien-être social, gérer et limiter les risques et réduire la vulnérabilité

Afin d'améliorer le bien-être social et de réduire la vulnérabilité des populations rurales pauvres, la Banque s'attachera à renforcer l'accès aux services de nutrition et de santé, de contribuer à limiter les effets du VIH/SIDA, de développer l'accès à l'éducation rurale et d'en améliorer la qualité et de participer à l'amélioration de la sécurité alimentaire des pauvres en milieu rural. Pour atteindre ces objectifs et favoriser une croissance reposant sur une large assise ainsi qu'une gestion durable des ressources naturelles, la Banque soutiendra par ailleurs l'inclusion sociale et la suppression des mesures empêchant certaines personnes, en raison de leur sexe ou de leur origine ethnique, de tirer profit de possibilités économiques et sociales.

Santé et nutrition. La Banque insistera sur l'obligation pour les différents gouvernements de garantir que les ressources allouées aux soins de santé parviennent effectivement aux populations rurales pauvres. La Banque mettra également l'accent sur l'importance que revêt l'amélioration de la qualité de l'alimentation et de son apport

en micronutriments. La supplémentation alimentaire et l'enrichissement des produits alimentaires, y compris la biofortification, au moyen de l'amélioration dirigée des plantes pour leur qualité nutritive, constituent des stratégies majeures pour lutter contre les carences en micronutriments.

VIH/SIDA. Le SIDA menace les progrès réalisés en matière de développement agricole et rural au cours des 40 dernières années, notamment dans les pays en développement où vivent 95 % des personnes touchées par la maladie. La lutte contre le SIDA est donc un élément central de la stratégie adoptée par la Banque pour soutenir le développement rural, en particulier en Afrique. La Banque souhaite prioritairement mettre un terme à la propagation de l'épidémie de SIDA, aider les communautés à faire face aux conséquences de cette épidémie et intégrer les questions liées au SIDA aux activités de la Banque.

Éducation en milieu rural. La Banque place au premier rang de ses priorités l'éducation primaire universelle, assurant l'égalité des sexes et présentant des améliorations qualitatives. En outre, la Banque encouragera les possibilités d'alphabétisation et de formation pour les jeunes et les adultes ruraux non scolarisés et s'assurera que les investissements dans les programmes de formation agricole et professionnelle correspondent aux besoins du moment. Elle soutiendra également la mise au point de programmes scolaires conformes aux besoins des populations rurales et agricoles et l'expérimentation de nouvelles approches en matière d'éducation privée.

Sécurité alimentaire et risque. Ainsi que l'indiquait le Rapport sur le développement dans le monde 2001 consacré à la pauvreté, pour être fonctionnelle, la stratégie de réduction de la pauvreté doit renforcer la sécurité en réduisant le risque de catastrophes naturelles et de crises financières et sanitaires et en permettant aux ménages de limiter les conséquences de ces événements. Néanmoins, les politiques, les institutions et les investissements doivent continuer d'être conçus et adaptés de manière à gérer, réduire ou contrecarrer directement les risques spécifiques encourus par les populations rurales, notamment les pauvres.



Non seulement la Banque renforce la prise de conscience des risques encourus par les ménages et les communautés et la vulnérabilité de ces derniers, mais elle promeut également des mesures et des instruments innovants de gestion et de maîtrise des risques (encadré 11). Ce faisant, elle s'attachera à éviter d'éventuels distorsions de marché et obstacles à la gestion du risque. Parmi les instruments qui peuvent contribuer à cette stratégie figurent de nouveaux types d'assurance fondés sur les conditions météorologiques plutôt que sur rendement ainsi que des mécanismes d'assurance inédits contre les fluctuations des cours des matières premières. Au nombre des nouveaux instruments dont l'efficacité est actuellement examinée figurent des produits financiers fondés sur le jeu du marché, mais encore difficiles d'accès pour de nombreux pauvres, tels que les contrats à terme, les opérations de couverture et la tarification groupée. La Banque étudie par ailleurs d'autres méthodes afin d'aider les populations pauvres à s'informer sur les assurances et à en contracter et à en réduire les coûts pour les assureurs d'origine et les réassureurs.

Les aides ciblées constituent une manière de limiter les incertitudes en matière de revenus et de santé auxquelles doivent faire face les populations pauvres et vulnérables. Néanmoins, ces programmes sont particulièrement difficiles à mettre en place dans les régions rurales en raison de la difficulté à définir des critères de répartition, à collecter les contributions et à gérer ces programmes dans les communautés peu peuplées et disposant d'infrastructures peu développées. C'est dans les pays les plus pauvres, où le besoin de programmes de lutte contre la pauvreté est le plus impérieux, que la nécessité de sélection est également la plus importante afin d'éviter de compromettre la stabilité macroéconomique ou de réduire les investissements en capital humain ou physique.

Les programmes que soutient la Banque mondiale ainsi que l'aide à la formulation des mesures qu'elle dispense se fondent sur la constatation qu'un grand nombre de programmes ciblés de sécurité alimentaire sont plus rentables que des subventions alimentaires globales. Aujourd'hui, l'insécurité alimentaire revient, pour la plupart des ménages, à ne pas pouvoir accéder à une alimentation appro-

WOMEN ILC ACTIVITIES DONE	1	2	3	4	TOTAL	
1 NEW LATRINES	56	148	74	53	74	305
2 REFERRAL FOR IMMUNIZATION	40	21	32	29	67	129
3 NO. OF CHILDREN BORN AT HOME	12	42	54	127	34	249
4 SAFE WATER INT SYSTEM	11	18	10	—	8	47
5 FAST TRESS PLANTED	23	146	140	176	123	508
6 LEAN TIME	128	87	92	55	114	476
7 DISH RACKS	36	156	200	83	104	579
8 KITCHEN GARDEN	24	43	62	95	118	342
9 REFERRAL FOR FIP	25	16	20	303	482	846
10 OTHER TREES PLANTED	15	266	124	50	64	719
11 INCOME GENERATING ACTIVITIES	—	33	19	7	34	93
12 NO. OF OAS ISSUED	—	10	5	—	311	326
13 CASES TREATED ON MALARIA	—	13	5	—	18	36
14 NO. OF CONDOMS USED	—	150	116	84	244	594
15 COMPOSITE PITS DUG	62	257	84	45	63	611
16 MID WIDOW HOUSE	—	2	8	3	4	17
17 HOME VISITS	670	1227	1241	1122	1522	5782
18 PILLS DISTRIBUTED (CIRCLES)	—	576	576	745	745	2672

priée, ni l'acheter, et à manquer de denrées complémentaires telles que l'eau potable pour optimiser l'impact nutritionnel de leur alimentation. Il est possible de fournir de l'aide alimentaire à des familles (plutôt qu'à des personnes) mais cette aide devrait être intégrée à un programme nutritionnel complet à l'intention des enfants vulnérables ou à des programmes de santé pour les femmes enceintes. La Banque met également l'accent sur l'importance de renforcer les programmes de soutien informels qui se fondent sur les structures communautaires traditionnelles en milieu rural. Bien que ces dispositifs de sécurité informels échouent souvent en cas de crise générale, ce risque peut être limité par un soutien de l'État.

Intégration sociale. L'une des grandes priorités de la stratégie rurale consiste à contribuer à rendre les institutions plus à l'écoute des populations rurales pauvres, améliorant ainsi leur bien-être social et réduisant leur vulnérabilité. Les activités de la Banque dans ce domaine mettent l'accent sur la réforme institutionnelle en vue de promouvoir les droits et les opportunités des minorités et de renforcer l'influence politique des femmes, des réfugiés, des minorités ethniques, des populations sans-terre et des handicapés. Chacun s'accorde désormais à reconnaître que l'un des principaux facteurs de la relance du développement rural est l'augmentation de la productivité des agricultrices. Dans la plupart des pays en développement, ce sont les femmes qui effectuent la majorité des travaux agricoles. Les femmes assurent généralement la sécurité alimentaire du ménage. Néanmoins, dans certaines régions, leur accès aux ressources de production, telles que la terre et le financement, ainsi que leur droit de propriété et leur contrôle sur ses ressources sont limités.

Les efforts de développement décentralisé tel que le développement conduit par les communautés locales (« *Community driven development* ») offrent la possibilité d'une participation accrue

Quelques stratégies de gestion et de maîtrise du risque lié à l'agriculture

- **Fournir des informations plus nombreuses et de meilleure qualité.** Des informations fiables sur les marchés, les conditions météorologiques et les technologies peuvent réduire l'incertitude dans un monde aléatoire.
- **Assurance.** L'assurance est un instrument qui permet à l'assureur de mettre en commun les risques encourus par plusieurs de ses clients en contrepartie d'une cotisation ou d'une prime. De nouveaux mécanismes d'assurance contre le risque de cours des produits de base sont actuellement examinés dans le cadre d'une initiative soutenue par des donateurs et gérée par le Département de l'agriculture et du développement rural de la Banque mondiale (Programme de gestion du risque lié aux matières premières). Encore au stade expérimental, ce dispositif d'assurance contre le risque des cours aura pour but, éventuellement associé à des instruments de crédit, de réduire le risque de récession tant pour les prêteurs que pour les petits producteurs emprunteurs. Afin de surmonter certaines des difficultés relatives à l'assurance traditionnelle sur les cultures, la Banque mondiale et différents partenaires mettent à l'essai de nouvelles polices d'assurance fondées sur les volumes de pluie tombée. La Société financière internationale investit actuellement dans un dispositif mondial en vue de mettre en place une assurance fondée sur les indices météorologiques dans les pays émergents et finance la mise en place d'un régime d'assurance de ce type au Maroc. La Banque expérimente actuellement la création d'un régime similaire pour les éleveurs pauvres de Mongolie.
- **Commercialisation des contrats.** Les accords de commercialisation permettent aux agriculteurs de nombreux pays de réduire le risque lié aux cours des matières premières ou de moyens de production dont ils auront besoin à l'avenir. Parmi les principales solutions alternatives figurent, du point de vue de la gestion du risque, la commercialisation coopérative, associée à la tarification groupée, et des contrats à terme pour la vente des produits de base ou la fourniture des moyens de production.
- **Diversification des revenus.** Afin de limiter les fluctuations de revenus, la diversification des systèmes de production, l'investissement dans l'élevage, les activités non agricoles et les flux migratoires peuvent aider les agriculteurs à diversifier leurs sources de revenus. Les stratégies traditionnelles de maîtrise du risque peuvent également y contribuer.

des communautés à tous les aspects du développement rural ainsi qu'une meilleure intégration de l'ensemble des groupes sociaux dans le processus de prise de décision en milieu rural.

Renforcer la durabilité de la gestion des ressources naturelles

L'agriculture, grande consommatrice de ressources naturelles, notamment d'eau et d'éléments nutritifs du sol, a l'obligation de contribuer de façon proportionnelle à leur préservation. De nombreux producteurs sont d'ores et déjà préoccupés par la détérioration des ressources terrestres et aquifères dans leur région et la sensibilisation de l'opinion publique aux questions environnementales rend plus impérieuse encore la recherche de solutions aux problèmes de conservation qui, pour nombre d'entre eux, sont internationaux par nature. Le renforcement de l'efficacité et de la durabilité de l'utilisation de l'eau dans le domaine agricole et l'amélioration du rendement des systèmes d'irrigation constituent des objectifs stratégiques majeurs dans le domaine de la préservation de l'environnement. Pour garantir la durabilité des systèmes de production agricole intensive, il conviendra essentiellement de procéder à une gestion prudente des ressources naturelles, notamment dans les environnements fragiles.

Pour promouvoir la conservation et la réhabilitation des richesses naturelles dans les zones rurales, la Banque a défini des directives et des stratégies dans le domaine de l'environnement, de la forêt et de l'eau. Entièrement consacré au développement durable, le Rapport sur le développement mondial 2003 a été présenté lors du sommet mondial tenu sur ce thème en août 2002. La Banque associera le développement rural, notamment agricole, à une gestion efficace et durable des ressources. Parmi les objectifs de la Banque dans ce domaine figurent :

- la réduction de la désertification et d'autres formes de dégradation des sols,
- l'amélioration de la gestion de l'eau,
- l'intensification de la gestion durable des pêches,
- la pérennisation de la production de produits sylvicoles parallèlement à la protection de l'environnement,
- la protection de la biodiversité
- l'intégration des connaissances relatives au changement climatique dans la planification du développement rural.

Cette stratégie favorise les approches innovantes visant à une utilisation aussi efficace que possible des ressources naturelles pour atteindre les objectifs de productivité agricole tout en protégeant la productivité à long terme et le maintien des ressources naturelles. Ces approches prennent en considération les interactions entre sol, eau, énergie solaire, plantes et animaux ainsi que le bien-être social et économique des populations qui utilisent ces ressources.



Mise en œuvre de la stratégie

La nouvelle stratégie propose des orientations en vue d'optimiser les résultats de l'aide apportée par la Banque mondiale aux efforts accomplis par ses bénéficiaires en matière de développement rural. Cette approche est souple, pragmatique et centrée sur les besoins des bénéficiaires. L'objectif est que les activités de développement rural de la Banque cessent d'être des actions cloisonnées menées par des départements et des divisions pour devenir un effort homogène et multisectoriel soutenu par des cadres budgétaires et organisationnels internes et propre à garantir une mise en œuvre efficace.

Éléments clés de la mise en œuvre de la stratégie

Promouvoir le développement rural au sein des politiques nationales. La Banque soutiendra l'élaboration de stratégies nationales de développement rural articulées au plan local et le développement d'institutions capables d'exprimer et de satisfaire les besoins des populations rurales, notamment pauvres. Pour être efficaces, ces efforts doivent être compatibles avec les processus nationaux de stratégie en matière de développement et être soutenus par des analyses ciblées et de qualité des pays bénéficiaires, de la Banque et d'autres partenaires au développement. Cet effort commun sera principalement axé sur le renforcement de la participation des populations rurales pauvres aux processus nationaux de planification.

La Banque recommandera la participation de tous les acteurs dans les zones rurales et encouragera une approche globale reflétant la dimension multisectorielle que revêt un effort durable de réduction de la pauvreté. La Banque fournira des analyses pour approfondir et élargir la connaissance des zones rurales dans les pays bénéficiaires. Cette base analytique renforcée constituera le fondement d'une meilleure prise de décision en matière de répartition des ressources et d'actions de sensibilisation plus efficaces des représentants ruraux dans les pays bénéficiaires, des personnels de la Banque chargés du développement rural et d'autres partenaires au développement.



Politiques et institutions

- Réforme de la politique agricole
- Élaboration de stratégies nationales de développement rural
- Réforme institutionnelle et renforcement des capacités
- Organisation / Planification participative

Productivité et compétitivité agricoles

- Réforme et gestion foncière
- Recherche et vulgarisation
- Technologies de l'information ; commercialisation et connaissances
- Irrigation et drainage
- Soutien aux organisations de producteurs et aux groupes d'utilisateurs
- Sécurité sanitaire des aliments et agro-industrie

Économie rurale non agricole

- Financement rural, y compris micro-financement
- Développement de l'économie rurale non agricole, y compris des entreprises
- Rôle du secteur privé dans la fourniture des services
- Infrastructures et réaménagement du tissu économique local, notamment des petites villes

Renforcement des services sociaux et réduction du risque et de la vulnérabilité

- Fourniture de services de santé et d'éducation en milieu rural
- Développement conduit par les communautés locales et programmes locaux
- Intégration sociale axée sur les femmes et les jeunes filles
- Gestion du risque lié aux matières premières, au climat et aux catastrophes naturelles
- Reconstruction d'urgence

Gestion durable des ressources naturelles

- Fertilité des sols
- Aménagement des bassins versants
- Gestion des ressources naturelles communautaires
- Forêts communautaires
- Pêches

Étendre les innovations et les investissements réussis dans le domaine du développement rural. « *Reaching the Rural Poor* » accorde une grande importance à l'identification des bonnes pratiques et à leur extension/démultiplication, tant à l'intérieur des pays dans le cadre d'initiatives pilotes, que d'un pays à un autre ou d'un continent à un autre (encadré 12).

La démultiplication des bonnes pratiques doit devenir une partie intégrante des stratégies nationales de développement rural. Ces bonnes pratiques ne s'acquièrent qu'après des années d'expérience dans le domaine du développement et souvent grâce à des projets pilotes. L'innovation par la mise en œuvre de projets pilotes sera donc également soutenue. Une intervention efficace, avec ses retombées socioéconomiques et en matière d'égalité des sexes, doit être validée et adaptée au niveau local. La démultiplication et l'extension des bonnes pratiques n'impliquent pas que la Banque adoptera partout la même approche. Il convient d'appuyer les méthodes innovantes d'apprentissage et d'échange d'informations entre pays et partenaires au développement. Les mécanismes de collecte, de validation, de diffusion et d'adaptation des bonnes pratiques doivent être développés de manière concomitante. Une dimension essentielle de cet effort consistera à partager avec les partenaires au développement les principaux enseignements tirés de ce processus ainsi que les bonnes pratiques innovantes.

Renforcer l'incidence des activités de la Banque dans les zones rurales. Pour améliorer l'impact des projets dès leur achèvement ainsi que la qualité de la préparation des projets et des programmes, l'accent sera mis sur l'identification et le partage des procédures améliorées pour cibler plus précisément la pauvreté et renforcer l'incidence, à long terme, sur le développement des activités rurales

soutenues par la Banque. Cette approche consistera notamment à contrôler l'amélioration et l'évaluation de la qualité des projets pour mettre en évidence leurs caractéristiques favorables aux populations pauvres, ainsi qu'à appuyer des travaux nouveaux et innovants sur les effets de la pauvreté et la viabilité des interventions. La Banque a créé un groupe de travail afin d'améliorer les directives portant sur les différents aspects de la viabilité des projets actuellement mis en œuvre au sein de la Banque et sur leur application. Ce groupe de travail sera étroitement associé aux initiatives actuellement menées par l'ensemble de la Banque pour accroître les effets sur la pauvreté et renforcer l'harmonisation des interventions en milieu rural avec les Objectifs de développement pour le Millénaire.

Mettre en œuvre les priorités mondiales et globales de la Banque.

Les interventions de qualité et de portée majeure visant à réduire la pauvreté rurale nécessiteront la poursuite de l'engagement international en faveur des principaux biens publics mondiaux et la conscience permanente de leurs liens avec la pauvreté rurale. Il est possible de renforcer cette prise de conscience en faisant en sorte que les intérêts des populations rurales pauvres soient protégés dans un monde de plus en plus mondialisé, que les technologies innovantes et adaptées aux agriculteurs et aux communautés rurales pauvres soient facilement accessibles et que les pays pauvres soient capables de gérer les défis liés au

changement climatique mondial. La Banque contribuera à renforcer les capacités des pays bénéficiaires afin qu'ils puissent tirer le meilleur parti des possibilités offertes dans le cadre de l'actuel cycle de négociations de l'Organisation mondiale du commerce. Le Groupe consultatif sur la recherche agricole internationale complète les efforts consentis par la Banque pour permettre aux pays en développement de réaliser tout leur potentiel en matière de techniques et de production agricoles. Le soutien actuel de la Banque au CGIAR sera étendu à d'autres programmes afin de relever les nouveaux défis scientifiques et technologiques au profit des agriculteurs pauvres dans les pays en développement.

Dispositions opérationnelles de mise en œuvre

« *Reaching the Rural Poor* » définit le cadre d'action des activités actuelles de la Banque à trois différents niveaux.





- La stratégie globale de la Banque fournit les bases conceptuelles et le fondement macroéconomique ainsi que les lignes directrices de la mise en œuvre. Sur la base du bilan et de l'analyse des meilleures pratiques par la Banque, la stratégie globale définit un éventail d'interventions et d'instruments qui peuvent fonctionner dans différentes situations nationales et des indicateurs de résultats que la Banque peut utiliser pour évaluer ses progrès dans le domaine du recadrage de ses ressources et de la promotion du développement rural. La stratégie globale est également un instrument qui permet de diffuser aux partenaires et publics extérieurs le message de la Banque en matière de développement rural et de renforcer l'intérêt et la collaboration des partenaires en ce qui concerne les efforts de réduction de la pauvreté.
- Les plans d'action régionaux, élaborés sur la base de consultations locales, distinguent les besoins spécifiques aux différentes régions, dans le respect de l'objectif général de la stratégie globale (encadré 13). Ces plans fournissent un cadre d'action différencié pour des politiques menées aux niveaux national et sous-régional. S'agissant de la programmation par pays, la stratégie met l'accent sur le renforcement des fondements analytiques du

dialogue national et la création d'un cadre et de mesures incitatives en vue d'améliorer le soutien intersectoriel aux actions entreprises en faveur de la réduction de la pauvreté dans le cadre des stratégies d'aide aux pays.

- Au sein des différents pays, les stratégies nationales de développement rural seront mises au point et menées localement, conformément aux priorités nationales relatives aux régions rurales et à l'agriculture. Le processus de dialogue national, associé à ces stratégies nationales, orientera les aspects de développement rural des stratégies d'aide aux pays ainsi que les stratégies de lutte contre la pauvreté et permettra de soumettre des demandes spécifiques d'actions nouvelles de la Banque.

La mise en œuvre des stratégies se fonde largement sur l'encouragement de la demande de développement rural de la part des deux principaux groupes de décideurs, les bénéficiaires et les équipes-pays de la Banque. En ce qui concerne les bénéficiaires, la Banque appuiera la préparation de stratégies rurales nationales intégrant les besoins des populations rurales pauvres dans les dialogues de politique nationale. S'agissant des équipes-pays et des autres décideurs, elle s'attachera à améliorer la qualité et l'incidence des actions de la Banque dans les régions rurales en ciblant davantage la pauvreté, en utilisant les instruments les plus adéquats, en recherchant les économies d'échelle et en renforçant les investissements qui ont fait la preuve de leur efficacité dans la lutte contre la pauvreté rurale. Plusieurs donateurs ont fait part de leur volonté de coopérer avec la Banque. Bien que probablement plus lente à se concrétiser, une approche fondée sur l'encouragement de la demande et le suivi attentif des tendances en matière de prêts est plus conforme à la nature des programmes de la Banque, entrepris à l'initiative des pays, et plus viable à long terme qu'une politique consistant à se fonder sur des objectifs de prêts prédéfinis.

Ce que la Banque doit changer

Renforcer la coopération multisectorielle au sein de la Banque dans le domaine rural. L'un des défis majeurs consistera à s'assurer que la pauvreté rurale est fidèlement prise en compte dans les actions et programmes soutenus par la Banque, selon les modalités et les formes envisagées dans la présente stratégie. Chaque niveau de la structure décisionnelle de la Banque doit devenir une partie intégrante du processus de mise en œuvre. Cela implique des relations nou-

Priorités régionales

13

Les six plans d'action régionaux présentent des programmes de développement rural en conformité totale avec la stratégie globale de la Banque en matière de développement rural. Chacun de ces plans est axé sur la réduction de la pauvreté et adopte une approche multisectorielle accordant une importance accrue au secteur privé mais conserve un caractère spécifique à la région concernée. La diversité des plans d'action est une force majeure de ce projet. Le plan d'action pour **l'Afrique** met particulièrement l'accent sur le fondement institutionnel de la réduction de la pauvreté rurale. Il prône le soutien aux efforts consentis par les États pour déléguer leurs pouvoirs et renforcer la participation des communautés rurales. Le plan régional pour **l'Asie de l'Est et le Pacifique** préconise des programmes de financement luttant directement contre la pauvreté au moyen d'instruments ciblés de renforcement de la productivité dans les régions très pauvres. La région de **l'Europe et de l'Asie centrale** a pour objectif une croissance durable de la productivité rurale et l'achèvement du processus de transition dans les régions rurales. Le plan d'action pour **l'Amérique latine et les Caraïbes** s'attache particulièrement à la dynamique rurale et urbaine et adopte une approche de développement économique local pour traiter la question du développement rural, fondée sur une participation accrue des acteurs locaux, y compris les gouvernements locaux et nationaux, le secteur privé et les organisations de la société civile. Le plan d'action pour **le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord** place au premier rang de ses priorités la rationalisation de la politique et de la gestion de l'eau. Le plan d'action régional pour **l'Asie du Sud** est essentiellement axé sur le développement accru du capital humain et social dans les régions rurales ainsi que sur la décentralisation. Les grandes préoccupations en matière d'égalité des sexes dans l'ensemble de ces régions sont l'analphabétisme féminin et un accès insuffisant aux services sociaux ainsi qu'aux infrastructures et ressources économiques.

Pour plus d'information : From Action to Impact: the Africa Region's Rural Strategy 2002; Reaching the Rural Poor in East Asia and the Pacific Region 2002; Reaching the Rural Poor in Europe and Central Asia 2002; Reaching the Rural Poor in the Latin America and the Caribbean Region 2002; Reaching the Rural Poor in the Middle East and North Africa 2002; South Asia Strategy and Action Plan for Rural Development 2002.

velles et innovantes entre les différents services de la Banque qui se consacrent aux régions rurales. La mise en œuvre de la présente stratégie implique par ailleurs que les actions entreprises dans l'espace rural soient conçues de manière multisectorielle et que les opérations sectorielles autonomes soient intégrées à une stratégie globale. Des dispositifs organisationnels spécifiques en fonction des régions sont proposés pour améliorer la coordination des activités menées dans l'espace rural et atteindre les objectifs de la stratégie. Ces dispositifs fonctionneront dans le cadre des structures de gestion existantes.

Améliorer l'application des instruments. Pour lutter de manière globale contre la pauvreté en milieu rural, il est nécessaire d'appliquer un éventail évolutif d'instruments bien ciblés aux actions menées par la Banque dans les régions rurales. L'équilibre entre les différents instruments constitue une question complexe de mise en œuvre. Il est évident qu'il n'existe pas de « règle d'or » unique en ce qui concerne la répartition optimale des différents instruments de prêts-programmes, de prêts à l'ajustement ou de prêts à l'investissement de la Banque ni en ce qui concerne les résultats économiques, sociaux ou relatifs aux ressources naturelles. Un certain nombre d'orientations générales applicables aux activités de la Banque dans les régions rurales peuvent néanmoins être définies :

- La diversité des besoins au sein des zones rurales, en fonction des régions et des pays, nécessite le recours à un vaste éventail d'instruments appuyant un grand nombre d'interventions sectorielles, dans le cadre des stratégies d'aide aux pays.
- Les projets d'investissements traditionnels continueront de jouer un rôle majeur. Néanmoins, ils devraient être intégrés aux nouveaux types d'interventions tels que les prêts à l'innovation et à l'apprentissage (« Learning and Innovations Loans ») , les prêts à des programmes évolutifs (« Adaptable Program Loans ») et les prêts pour la réduction de la pauvreté (« Poverty Reduction Support Credit »), etc., en fonction des exigences des pays et des conditions nouvelles dans ces pays.

- Le recours dans un plus grand nombre de domaines à de nouvelles modalités d'utilisation des instruments, telles que les prêts-programmes, devrait être poursuivi une fois que les enseignements tirés des expériences sur le terrain auront été précisément évalués et qu'un ciblage rural adéquat aura été garanti.

Améliorer les relations avec les partenaires au développement. Les partenaires internationaux au développement, y compris la Banque, l'OAA, le FIDA, l'UE, les banques



de développement régional et les grandes institutions bilatérales, s'accordent de plus en plus à reconnaître que les objectifs nationaux et internationaux de réduction de la pauvreté ne pourront pas être atteints si la pauvreté n'est pas réduite dans les régions rurales. La prise de conscience de ce qu'implique la satisfaction des besoins des populations rurales pauvres n'a jamais été aussi forte, de nombreuses agences ayant récemment fait le bilan de leurs expériences et redéfini leurs approches et leurs engagements dans le domaine de la réduction de la pauvreté dans les régions rurales. La poursuite du développement des relations avec les partenaires internationaux, visant à améliorer la répartition des tâches entre les différents partenaires, est fondée sur les avantages comparatifs spécifiques de la Banque et de ses partenaires. Une aide coordonnée aux pays bénéficiaires en vue de la mise au point de stratégies nationales de développement rural, associée aux stratégies de lutte contre la pauvreté et aux stratégies d'aide aux pays, constituera un objectif prioritaire des interactions de la Banque avec ses partenaires internationaux.

Améliorer les relations avec le secteur privé et la société civile.

Le renforcement et l'amélioration des relations avec le secteur privé et la société civile dans un cadre national figurent au premier rang des

priorités de la Banque dans chaque région. Les relations qu'entretient la Banque avec les représentants de la société civile et les organisations non gouvernementales se sont renforcées de manière spectaculaire au cours des dix dernières années. Les sites Internet et l'échange d'informations par les moyens électroniques permettent désormais une interaction et un dialogue directs accrus entre la Banque et les ONG. Le processus de consultation sur les plans d'actions régionaux et le nouveau cadre global relatif à la stratégie rurale sont apparus comme des moyens précieux et utiles de renforcer dans toutes les régions les relations avec un grand nombre d'ONG ainsi qu'avec le secteur privé. Dans un monde qui se globalise rapidement, les relations avec les sociétés multinationales qui ont une influence sur le développement rural sont également essentielles.



Suivre les progrès de la mise en œuvre et gérer les risques

Cette stratégie propose un programme visant à relancer les activités de la Banque en zones rurales et à renforcer l'efficacité des travaux de la Banque dans la lutte contre la pauvreté en milieu rural. « *Reaching the Rural Poor* » accorde une grande importance au suivi et à l'évaluation de la mise en œuvre de cette stratégie. Les progrès seront évalués sur une période de cinq ans, en comparant les objectifs finaux et intermédiaires à la situation du moment. Le cadre pour le suivi de la mise en œuvre est conçu à partir de principes de gestion fondés sur les résultats et exprimés en termes de données de départ, de données finales, de résultats et de répercussions. Le Conseil de l'agriculture et du développement rural de la Banque travaillera en étroite collaboration avec la direction générale de la Banque pour garantir la conformité du cadre de mise en œuvre de la stratégie rurale avec les premiers travaux de la Banque en matière de gestion fondée sur les résultats.

Plusieurs risques sont inhérents à la mise en œuvre de cette stratégie. Certains d'entre eux dépendent d'événements qui échappent au contrôle de la Banque et des pays concernés. Les principaux risques perçus sont les suivants :



- Tous les secteurs exerçant leur activité dans les zones rurales ne relèvent pas le défi de la réduction de la pauvreté en milieu rural.
- La question des modalités institutionnelles nécessaires, du cadre incitatif et de l'éventail approprié de compétences professionnelles n'est pas réglée.
- Les possibilités d'innovation et de progrès institutionnels, dont on prévoyait l'émergence dans le contexte d'une priorité accrue accordée aux opérations de prêts-programmes, ne se concrétisent pas.
- La Banque, ses partenaires nationaux et les autres parties prenantes ne parviennent pas

à susciter l'adhésion des pays à un effort accru accordé à la lutte contre la pauvreté rurale.

- Les pays bénéficiaires ne parviennent pas à enregistrer une croissance à long terme et n'abordent pas les questions liées à un accès renforcé et plus équitable aux richesses pour tous.

La mise en œuvre réussie de cette nouvelle stratégie constitue un défi à la fois pour la Banque et pour ses bénéficiaires et partenaires. La Banque reconnaît qu'elle ne peut agir seule. Elle approfondira les relations avec les pays bénéficiaires, renforcera les alliances existantes et en créera de nouvelles avec d'autres partenaires au développement, le secteur privé et les organisations de la société civile afin de renforcer la connaissance des questions de développement rural, de partager les expériences, de renforcer les capacités et de mobiliser les ressources nécessaires pour avoir raison de la pauvreté rurale.

Documents de référence préparés dans le cadre de l'élaboration de la stratégie de développement rural « *Reaching the Rural Poor* » (ces documents sont consultables à l'adresse <http://www.worldbank.org/rural>)

- 1 ***Long Term Prospects for Agriculture and the Resource Base***
- 2 ***The Role of Agriculture in Economic Development***
- 3 ***Rural Poverty: Trends and Measurements***
- 4 ***Rural Non-Farm Activities and Rural Development: From Experience Towards Strategy***
- 5 ***What Has Changed Regarding Rural Poverty Since Vision to Action?***
- 6 ***Community Based Rural Development: Reducing Rural Poverty from the Ground Up***
- 7 ***Risk Management in Rural Development—A Review***
- 8 ***The Role of Rural Producer Organizations in the World Bank Rural Development Strategy***
- 9 ***Agricultural Extension Investments: Future Options for Rural Development***
- 10 ***Rural Infrastructure, Development, and Poverty Reduction—Challenges, Linkages, and Actions***
- 11 ***Land Degradation for Selected Regions and Some Consequences for Rural Development***
- 12 ***Promoting Agro-Enterprise and Agro-Food Systems Development in Developing and Transition Countries***
- 13 ***Scaling-Up Issues and Options: Supporting Good Practices and Innovation***
- 14 ***Farming Systems and Poverty (FAO and The World Bank)***



Banque Mondiale
1818 H Street, NW
Washington, DC 20433
USA

